

HAÏTI : LA DÉSOLATION, HIER ET AUJOURD'HUI. CONCEPT ET RÉALITÉ

André Corten

Professeur UQÀM, Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine
(GRIPAL)

Dans les dernières pages de son livre *Le système totalitaire*, Arendt introduit le concept de désolation repris à Épictète. “[La domination totalitaire], dit-elle, se fonde sur la désolation, sur l’expérience d’absolue non-appartenance au monde, qui est l’une des expériences plus radicales et les plus désespérées de l’homme”. La philosophe d’origine allemande distingue la situation de dictature où il n’y a plus de vie publique et où chacun vit dans l’isolement, de la situation d’un régime totalitaire où règne la désolation. Le pouvoir s’empare non seulement de la vie publique mais contrôle toute la vie privée jusqu’à fouiller dans les conversations familiales. À la limite, l’individu perd – notion importante chez Arendt - tout rapport avec lui-même. Comme c’est explicitement le cas dans le camp de concentration, il est mis au ban de la société et en même temps entassé.

Dans un livre que j’ai publié il y a dix ans *Diabolisation et mal politique. Haïti: misère, religion et politique*, j’avais repris le concept de désolation pour décrire la condition à laquelle était exposée toute la société haïtienne. Cette condition n’est pas d’abord celle de la pauvreté, mais celle de l’expérience de non-appartenance au monde alors qu’on vit entassé l’un sur l’autre dans la promiscuité, la maladie, la violence, la précarité et la misère absolue.

Cette non-appartenance à un monde en commun expose à la violence, non seulement de la violence des autres, mais la violence de sentir qu'ayant perdu tout contact avec soi-même on pourrait soi-même tuer sans état d'âme.

La désolation concerne toute la société, car elle n'est pas seulement le fait de ceux qui sont les plus pauvres – les 50% qui sont dans l'indigence ou les 80% qui sont sous ce qu'on appelle la ligne de la pauvreté –, la désolation est le fait de toute une société: elle est de rendre acceptable cette condition de non-appartenance au monde. Cette condition est rendue acceptable par un rapport de domination des pays du Nord – on l'a répété : durant tout le XIXe siècle ces pays ont refusé à Haïti d'appartenir au monde, aujourd'hui ils le considèrent comme un État failli (en faillite) (à mettre sous tutelle). Mais, cette condition de non-appartenance au monde et d'être incapable d'avoir un rapport avec soi-même est aussi le fait des élites haïtiennes.

Distinguons ici trois sections de l'élite: 1) l'élite qui est fascinée par la manière dont on peut utiliser des déshérités comme hommes de main pour des régler ses problèmes et atteindre ses objectifs en dehors de toute règle, 2) l'élite qui utilise la statut de pays le plus pauvre non seulement pour réclamer de l'aide et en profiter, mais pour maintenir dans cet état d'indigence car il s'agit d'un capital social, 3) l'élite en partie religieuse qui est persuadée que l'esclavage a laissé des traces qui n'ont pas encore été effacés.

La désolation c'est le bannissement de la population à elle-même, bannissement entretenu par un rapport d'inclusion/ exclusion. Lorsque le PM Bellerive dit qu'il faut faire sortir la population de sa condition de dépendance aux vivres et à l'eau, il inclut en même temps qu'il exclut. Haïti constitue, à cet égard, un cas où l'opération d'exclusion atteint des sommets sans

précédents. Alors qu'en Amérique latine, la proportion de la population au-dessous de la ligne de pauvreté atteint en moyenne 45% de la population, en Haïti elle atteint 80%. Voilà qui fait douter qu'il y ait une citoyenneté haïtienne. On parle de l'Haïti nouvelle qui passe par un nouveau système général d'éducation à mettre en place en dix ans, mais comment peut-on penser qu'il existerait dans cette société une volonté générale pour inclure la majorité de la population dans l'éducation?

Désolation. En fait le mot est venu spontanément à la bouche des chroniqueurs et des observateurs au lendemain de la plus meurtrière catastrophe naturelle qu'ait connu l'Occident de mémoire d'homme. À voir les images de destruction, de morts, de blessés et d'errance de la population marchant dans les rues d'un air hébété, le mot de désolation paraissait le plus approprié.

En fait une population oubliée, bannie, prenait le devant de la scène. Elle entraînait en quelque sorte dans le monde. Au fur et à mesure des reportages, était mise en évidence d'une part la capacité d'organisation des habitants de Port-au-Prince pour sauver des vies, secourir et transporter des blessés, rechercher les familles des enfants rescapés, partager des réserves d'eau, de nourriture et d'argent et d'autre part l'absence de décision d'un gouvernement dont il est vrai les moyens de communication et d'intervention étaient en partie anéantis par le séisme.

Si le mot de désolation venait dans toutes les bouches, pendant un court moment, la désolation comme non- appartenance à un monde commun produit par un pouvoir d'inclusion/exclusion était pourtant comme suspendue.

Au niveau matériel, la situation des populations s'est, si c'est possible encore, profondément détériorée : promiscuité, exposition à la maladie, dénuement, exposition à la violence. S'y sont ajoutés une perte de repères spatiaux et temporels. On n'a plus de lieu où habiter, on est conditionné par des horaires extérieurs sur lesquels on n'a aucune prise. C'est particulièrement vrai pour la lumière. Les *black out* se multiplient et rendent toute prévision quant à l'occupation de son temps nocturne impossible. Les enfants eux-mêmes ne sont plus occupés par l'école et sont source d'inquiétude et de tracasserie pour les parents – en particulier les mères souvent monoparentales. Le stress post-traumatique induit des comportements parfois récurrents, parfois au contraire inopinés. Les repères tombent au point qu'on a vu rapporté par des journaux des gens circulant nus dans les rues.

La désolation n'est pas un état naturel, elle est l'état d'un système d'inclusion/ exclusion. Si actuellement les conditions matérielles se sont profondément dégradées – alors qu'elles étaient déjà d'indigence généralisée avant le séisme – qu'en est-il des rapports d'inclusion/ exclusion? Apparemment, ils ont été suspendus au lendemain de la catastrophe.

Aujourd'hui le gouvernement s'empresse d'obtenir une certaine visibilité dans des décisions de façon à occuper un espace public. Comme dans le temps passé, ladite société civile se présente comme représentante de la société.

Pour évaluer la situation actuelle de la désolation, ces deux prétentions méritent d'être scrutées. L'État est faible, cela veut dire qu'il n'est pas capable de se servir de l'espace public pour prendre des décisions dans une sorte de discussion publique et argumentée des intérêts. Dans cet Etat faible, l'espace public plutôt employé comme lieu où on peut montrer le signe

caractéristique d'un statut. « [Les dirigeants] représentent le pouvoir pas pour le peuple, mais « devant » le peuple » (Habermas, 1962 : 20). Le refus de la population que ce soit l'État qui assure un certain type de services montre que l'espace public n'est pas l'aboutissement de demandes sociales articulées. La population voit l'État comme l'instance de séparation entre ceux de statut élevé et la masse.

Est-ce donc alors la « société civile » qui va servir de sphère publique alternative? La société civile existe-t-elle? La société comme tissu d'intérêts couvrant une partie majoritaire de la population n'existe pas dans la misère absolue. Certes, il y a le discours qui fait des travailleurs informels des micro-entreprises, mais c'est un discours de technocrate! En réalité ce qui se passe, c'est que s'implantent des organisations – les fameuses ONG - qui ne synthétisent pas les intérêts particuliers, mais proposent des valeurs devant structurer les rapports sociaux. En fonction de ces valeurs – certaines apparemment incontestables : sauver des vies – se consolident les mécanismes d'exclusion et d'inclusion fondant la désolation. Sans monde en commun, la proposition de valeurs vous fait sentir étranger à soi, abandonné.

Entourée de violence, mais sans agressivité, la population s'organise en écart par rapport à ces valeurs. La population ne propose pas un autre ordre, mais affirme son écart. Cet écart en Haïti est parfois formulé de façon religieuse. Cette affirmation, on peut la nommer expression politique de la souffrance, elle donne un sens au monde et permet de sortir de la désolation. Expression politique de la souffrance, cela correspond à ce que l'on voit, c'est aussi un cadre d'analyse pour comprendre et ne pas faire de la désolation une fatalité, une violence destinale.